

Barta

LA LUTTE DE CLASSES n° 81

4 janvier 1947

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! – LA LUTTE de CLASSES – Organe de l'Union Communiste (Trotskyiste) n° 81 – 5ème année – Hebdomadaire (B.I.) le n° 3 francs

UNION SACREE ET POLITIQUE AVENTURISTE

Tout l'art de la haute bureaucratie de l'Etat, qui décide des mesures à prendre en matière de gouvernement, c'est de calculer à chaque moment, la nature et la quantité des sacrifices que les masses accepteront de se voir imposer, sans qu'elles réagissent de façon dangereuse pour les intérêts des capitalistes. Et toute l'habileté des politiciens à étiquettes, qui couvrent au gouvernement ces décisions, c'est, tels les prestidigitateurs en foire qui font voir un as de carreau là où il y avait un as de pique, présenter des mesures prises en faveur des riches par l'écrasement des pauvres, comme des mesures d'"équité dans le sacrifice".

C'est ainsi que, d'après le gouvernement Blum et la grande presse qui agit suivant les consignes gouvernementales, la hausse brutale des prix à partir du 2 janvier et l'appauvrissement qui en résulte pour les masses, inaugure... la "psychose de la baisse".

C'est DE LA MEME FAÇON, que la pire aventure dans laquelle la France ait été lancée (depuis les massacres d'Afrique du Nord en mai 1945), la guerre en Indochine, est présentée comme la sauvegarde de "l'intérêt national" et la défense de la "civilisation française". Les intérêts de la Banque d'Indochine, des colons et de la caste des hauts gradés sont trop laids et misérables pour ne pas devoir être recouverts de grands mots à l'usage du peuple pour l'inciter à épouser une cause qui est directement dirigée contre lui-même.

Cependant, la responsabilité de cette guerre avait été d'avance établie, entre autres par le journal dont Léon Blum est le directeur. Le 6 décembre encore, *Le Populaire*, en parlant des événements d'Indochine, étalait un grand titre qui disait : "L'Amiral Thierry d'Argenlieu jette de l'huile sur le feu."

Moins de trois semaines après, en tant que chef de Gouvernement, Blum déclare à la Chambre : "Je ne peux pas croire que nous ne soyons pas d'accord en matière de politique coloniale. Ce que j'ai dit à cette tribune, je l'avais dit à l'Amiral d'Argenlieu et il m'a répondu qu'il ETAIT D'ACCORD AVEC MOI DU PREMIER JUSQU'AU DERNIER MOT" (*Monde*, 25-12). Et cet accord complet entre Blum et d'Argenlieu fut scellé un instant après, par le vote UNANIME de la Chambre, des chefs staliniens au P.R.L.

Pourquoi les Blum se trouvent-ils d'accord d'un bout à l'autre avec les d'Argenlieu ? Parce que, au Gouvernement, tous les politiciens font la besogne des grandes banques, et dès que les intérêts sacrés de celles-ci sont en jeu, ils font taire leurs différences d'opinion – luxe qu'ils se permettent pour donner l'illusion aux travailleurs qu'ils sont des démocrates et leurs défenseurs - afin de s'unir tous pour la défense de leurs maîtres. La guerre d'Indochine, en réalisant l'union sacrée du moine assassin d'Argenlieu (comme s'exprimait un journal socialiste de province, *L'Effort Social*) et du prêtre de la "démocratie" Blum, révèle clairement que le pouvoir gouvernemental appartient entièrement à la bourgeoisie, et que des ministres "socialistes" ou "communistes" n'en sont qu'un paravent de gauche.

Le colonialisme, avec son cortège de crimes, a toujours été dénoncé par tout ce que la société comprenait d'hommes dignes de ce nom, et avant tout par les organisations ouvrières, avant-garde

consciente de toute l'humanité.

Mais les gros capitalistes, notamment sous la IIIe République, qui ont trouvé dans l'exploitation des colonies non seulement une source supplémentaire de surprofits, mais aussi une issue temporaire aux contradictions de leur régime, ont réussi à s'assurer, pour leurs brigandages coloniaux, l'appui de certaines couches populaires (ouvriers aristocrates, petits-bourgeois enrichis), en leur octroyant des miettes de leur festin colonial.

C'est sur ce brigandage colonialiste qu'était basé l'étroit îlot de "bien-être" et de "civilisation" de la France officielle.

Mais deux guerres mondiales ont été la conséquence finale de la lutte capitaliste pour les colonies. Ces désastres, prédits par les marxistes révolutionnaires depuis la IIe jusqu'à la IVe Internationale, et conséquence de cette politique impérialiste, ont provoqué la chute et la destruction de toute civilisation, l'inanition et les privations parmi les masses.

Les conquêtes coloniales se sont finalement révélées pour les peuples comme la pire aventure qu'ils puissent courir.

Cette lutte acharnée contre des peuples dit "arriérés" (mais qui sont aujourd'hui à l'avant-garde de la lutte émancipatrice par leur décision de s'opposer jusqu'au bout à leur asservissement), et contre des concurrents impérialistes puissants qui cherchent à accaparer pour eux des richesses dont ils ne peuvent se passer (Etats-Unis, Angleterre), cette lutte, loin d'être une source de profits pour certaines couches étroites, condamne au contraire tout le prolétariat à la misère, écrase la population d'impôts, provoque la ruine des petites gens, le chaos économique, les désastres financiers, la ruine de l'industrie de consommation et de l'agriculture, appelle la dictature.

Mais pour la bourgeoisie, il en est tout autrement. Renoncer aux profits colonialistes, c'est pour elle pire que la mort. Mourir pour mourir, elle court une aventure où de toute façon elle n'a rien à perdre, mais quelque chose à gagner : RETARDER SA CHUTE.

Les travailleurs, eux, n'ont rien à gagner, et tout à perdre : ils se condamnent à la misère, à la dictature, et travaillent contre leur propre libération sociale.

Deux forces fondamentales s'affrontent dans le monde actuel : les forces démocratiques ouvrières et paysannes de tous les pays et les forces impérialistes à la recherche de débouchés, d'oppression, de ressources nouvelles pour maintenir leur domination croulante.

Les événements d'Indochine démontrent une fois de plus ce conflit fondamental. Et nous pouvons reprendre aujourd'hui mot pour mot ce que nous écrivions déjà au moment des événements de la Syrie et du Liban (*Lutte de Classes* n°48, du 11 juin 1945) :

"Malgré leurs proclamations hypocrites sur une nouvelle politique d'entente avec les peuples coloniaux, les actes de la bourgeoisie française aboutissent infailliblement à la destruction, par le fer et par le feu, des indigènes, comme en Afrique et en Syrie. Au lieu de donner "un nouvel éclat à la France dans le monde", la bourgeoisie suscite contre elle une haine égale à celle que la bourgeoisie allemande a attiré sur le peuple allemand...

"La continuation de la domination de la bourgeoisie française exclut toute collaboration pacifique de la France avec d'autres peuples, avant tout avec les peuples exploités et opprimés en son nom.

..."Cette collaboration, absolument vitale au point de vue économique au peuple français, n'est plus possible que si à la tête du pays arrive une classe nouvelle qui, par son passé politique, ses intérêts et son idéologie, soit la négation même du passé de crimes, des intérêts et de la morale impérialiste de la bourgeoisie : LE PROLETARIAT FRANÇAIS.

"La prise du pouvoir par la classe ouvrière ferait s'écrouler non seulement tout le système de pourriture et d'oppression capitaliste érigé par la bourgeoisie en France, mais porterait aussi un coup mortel au pillage économique dans le monde entier, PAR LE SOUTIEN DU DROIT DE TOUS LES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES (reconnaissance "sans conditions" de leur

indépendance).

"C'est seulement ainsi que, basée sur l'échange économique librement consenti, la collaboration entre le peuple français et les autres pays, avant tout les peuples coloniaux, prendrait un caractère pacifique et fraternel et permettrait un nouvel essor économique. Hors de cette collaboration socialiste, le peuple français marche sur les traces de l'Italie bourgeoise.

"Seul le prolétariat peut donner à la France "un nouvel éclat dans le monde" en contribuant d'une façon résolue à l'établissement des Etats-Unis socialistes d'Europe et du Monde."

A BAS LA GUERRE D'INDOCHINE !

A BAS L'UNION SACREE ET LA POLITIQUE AVENTURIERE DE LA BOURGEOISIE !

LE SALAIRE MINIMUM VITAL

Après avoir fixé à 103.800 francs le salaire minimum vital, la Commission économique confédérale de la C.G.T., sur la demande du Bureau confédéral, a rabaisé ce chiffre à 84.000 francs.

Mais les 84.000 francs sont la limite au-dessous de laquelle on ne peut descendre "sans risque de mettre en péril la santé et les capacités de production des travailleurs".

En mars 1945, les dirigeants syndicaux nous avaient promis que les 23 francs, salaire horaire du manoeuvre, étaient la limite au-dessous de laquelle on ne pouvait aller et ils ont capitulé à 20 francs.

Les 25% aussi étaient un rajustement minimum des salaires et Frachon reconnaît, aujourd'hui, qu'"ils ne compensaient qu'en partie la perte subie depuis un an par la hausse du coût de la vie, les salaires étant à peu près bloqués". Cela n'empêcha pas nos bonzes, lorsque le moment vint de prendre leurs responsabilités, de capituler à nouveau et d'en appeler aux sections syndicales à se débrouiller elles-mêmes, chacune dans leurs entreprises. Le résultat fut une augmentation variant de 17% à 30%.

En mars 1945, les dirigeants syndicaux calmaient les ouvriers par des promesses : "La C.G.T., forte de ses 5 millions d'adhérents, est en mesure d'imposer au gouvernement la stabilisation du coût de la vie".

En juin dernier, la politique de stabilisation ayant fait faillite, il fallut trouver autre chose : "Le gouvernement ne veut pas prendre ses responsabilités, nous prenons les nôtres et allons organiser des Comités de vigilance contre la vie chère". "La plus grande partie de l'activité de nos militants et de nos organisations fut dépensée pour empêcher la hausse des prix", nous dit Benoît Frachon. Mais, comme il fallait s'y attendre, puisqu'on n'attaquait pas le mal à sa source, cette "activité" fut une goutte d'eau dans la mer et les prix continuèrent à monter, ce qui oblige nos responsables syndicaux à envisager de nouvelles augmentations.

Alors, on met en avant le mot d'ordre : salaire minimum vital.

En mars 1945, le salaire minimum vital c'était le salaire horaire de 23 francs pour le manoeuvre. Nous écrivions dans La [*Lutte de Classes* du 14-12-46](#) que sur cette base, en tenant compte de la hausse des prix de 264%, un O.S. 2ème catégorie devrait avoir un salaire de base de 77,11 frs., alors qu'après les 25% il n'est que de 34,30 frs. Le pouvoir d'achat des ouvriers est donc considérablement réduit et nos bonzes le ramènent au salaire minimum vital de détresse de 84.000 francs.

Dans *L'Humanité* du 27-12-46, Benoît Frachon reconnaît la faillite de la politique de stabilisation des prix et conclut : "On n'a laissé aux travailleurs d'autre issue que celle de chiffrer le minimum de ce qu'il leur faut pour vivre", et il ajoute : "Il va de soi que le salaire minimum vital est fonction des prix pratiqués. Les chiffres fixés par la Commission économique de la C.G.T. valent pour les prix du mois de novembre. Toute hausse nouvelle entraînerait leur révision." Mais n'est-ce pas l'échelle mobile que préconise Frachon, sans la nommer, lorsqu'il parle de réviser les salaires au fur et à mesure que les prix augmentent ?

Mais alors pourquoi, pendant des mois et des mois, ces messieurs ont-ils calomnié les ouvriers qui défendaient ce principe en les traitant d'hitlériens si aujourd'hui ils en arrivent aux mêmes conclusions. Si Frachon ne nomme pas l'échelle mobile, quoique en pratique il en reconnaisse la nécessité, c'est que, d'une part, il ne veut pas reconnaître sa politique de trahison et que, d'autre part, il ne veut pas prendre d'engagement pour l'avenir. En effet, depuis deux ans, périodiquement, la C.G.T. est obligée de revendiquer des augmentations de salaires. Mais chacune de ces augmentations s'est traduite par l'é-largissement du fossé entre les salaires et les prix. Si Frachon parlait d'échelle mobile, puisque les 103.800 francs sont valables pour novembre, il devrait dès aujourd'hui relever ce chiffre, puisque depuis novembre la vie n'a cessé d'augmenter dans des proportions fantastiques. Au contraire, le Bureau confédéral le ramène à 84.000 francs. Et déjà on nous annonce une nouvelle capitulation des bonzes C.G.Tistes par la voix de Léon Jouhaux qui déclare : "Le Gouvernement nous a promis de pratiquer une politique de baisse, nous avons enregistré cette déclaration avec satisfaction. Nous avons ajouté que *nous étions prêts à diminuer nos prétentions* dans la mesure même où des baisses seraient effectivement obtenues."

Ainsi l'annonce de la baisse des prix de 5% par Léon Blum suffit à la C.G.T. pour envisager de "diminuer ses prétentions". Or, en même temps qu'il nous promet une baisse générale de 5%, le Gouvernement augmente les impôts, les tarifs postaux, le métro, les transports. Il autorise l'augmentation du gaz, celle du charbon d'environ 25%, celle de l'électricité de 52,5%, celle des produits sidérurgiques de 20%. A qui fera-t-on admettre l'efficacité d'une baisse de 5% après de pareilles mesures quand toutes les industries-clé sont autorisées à majorer leurs prix ?

Pour la bourgeoisie, il s'agit d'abaisser toujours davantage le standard de vie des masses ouvrières pour en tirer le maximum de profit.

Les dirigeants de la C.G.T., eux, ont pour tâche de jouer le rôle de tampon pour prévenir les réactions de la classe ouvrière dangereuses pour la bourgeoisie.

Chaque augmentation de salaire se produit à retardement, ce qui amène progressivement une diminution du standard de vie des ouvriers. Actuellement, en janvier, on discute de l'application d'un salaire minimum vital calculé pour novembre alors que depuis cette date les prix ont monté en flèche. Bien plus, les bonzes réduisent ce salaire mi-nimum vital de 103.800 francs à 84.000 francs et envisagent même de "diminuer leurs prétentions".

Mais pour prendre ces décisions, le Bureau confédéral a-t-il demandé l'avis des ouvriers ?

Evidemment non. Bien plus, on remarquera que chaque fois que ces messieurs ont un tour à jouer à la classe ouvrière, ils choisissent leur moment.

Pour les 25%, cela tombait en plein dans la période des vacances. Maintenant on choisit le moment où le travail est déséquilibré par les coupures de courant, et les fêtes de Noël et du jour de l'An. Les travailleurs, mis devant le fait accompli, n'auront plus qu'à s'incliner.

Le salaire minimum vital a été fixé à 103.800 francs par la Commission économique de la C.G.T. et le Bureau confédéral n'a aucun droit de le ramener à 84.000 francs sans en référer à la masse des syndiqués.

De plus, ces 103.800 francs, valables pour novembre, ne le sont plus actuellement. Enfin et surtout, contre l'offensive permanente de la bourgeoisie contre les salaires, nous devons exiger *l'Echelle Mobile des salaires, garantie permanente* de notre salaire minimum vital.

VAUQUELIN

"INFRACTION" NECESSAIRE

Il y a un an, au moment où De Gaulle a démissionné, deux jeunes, l'un ouvrier, l'autre étudiant, ont été arrêtés alors qu'ils vendaient notre journal et diffusaient un tract dénonçant la manoeuvre du candidat dictateur. Le motif de leur arrestation était : vente d'un journal non autorisé.

La machine de la justice est longue à se mettre en branle, et depuis un an les choses ont changé. Il ne sied plus à ces messieurs, grands "démocrates", de retenir un tel chef d'accusation. Mais la bourgeoisie dispose de tout un arsenal de lois dont elle peut user en toutes circonstances quand il s'agit de frapper des ouvriers dévoués à leur classe. C'est donc pour "avoir distribué publiquement des écrits ne portant pas le nom et l'adresse de l'imprimeur", en infraction à une loi du 29 juillet 1881 (!), que les deux jeunes gens étaient convoqués en police correctionnelle.

Entre l'affaire de deux "honorables négociants", ayant une épineuse histoire de trafic de bois sur le dos – acquittés du reste avec les excuses du tribunal – et celle d'un pauvre nord-africain parlant à peine le français qui a récolté le maximum pour 9 litres de lait qu'il avait "volés", nos camarades furent rapidement jugés. Après que le président eut rappelé les faits, un procureur au triple menton, s'arrachant à regret à une douce somnolence, expliqua au tribunal que ces jeunes gens non seulement diffusaient des écrits non signés, mais le faisaient sans permis de colportage, afin d'échapper au fisc et augmenter ainsi leurs profits (!).

Evidemment, cela dépasse la compréhension d'un "honorable" procureur que l'on puisse faire quoi que ce soit "pour rien".

Ensuite, le Président, reprenant son papier, poursuivit : "Le tribunal vous condamne à 500 francs d'amende" (ce qui revient au double).

L'étudiant ne s'était pas présenté, et fut jugé par défaut. Mais tous deux étaient condamnés à la même peine, rédigée d'avance.

En 39 ou sous l'occupation, les mêmes juges et le même procureur les auraient condamnés à 5 ans de prison ou envoyés en déportation. Aujourd'hui, on se contente de les faire passer en correctionnelle pour "fraude fiscale".

La bourgeoisie dispose de mille ruses pour empêcher les organisations ouvrières de se manifester dans le cadre de ses lois.

Toutes nos démarches en vue de la légalisation se sont heurtées à la bureaucratie. On ne nous accorde pas l'autorisation de paraître, et ensuite on vient nous dire : "Mais vous commettez des infractions !"

Seulement, pour nous, la révolution est une infraction que nous ne pouvons pas nous dispenser de commettre. Ce qui n'a pas été empêché en 39 ou sous l'occupation par les risques d'alors, le sera encore moins par les tracasseries, les chicanes et les vexations des procureurs et des policiers de la bourgeoisie.

Et l'appui des travailleurs nous aidera à faire face à toutes les situations.

LIBEREZ CONTE !

Nous extrayons les passages suivants d'un article paru dans *La Vérité* du 3-1-47 au sujet de l'arrestation de Pierre Conte, arrêté le 6 décembre pendant une manifestation contre la guerre d'Indochine :

En Indochine, on continue à massacrer les héroïques défenseurs du Viêt-nam. En France, on maintient en prison Pierre Conte, soupçonné d'avoir voulu se solidariser avec eux. Depuis trois semaines qu'il a été arrêté, il est maintenu au secret, ses parents ne sont pas autorisés à le voir.

Des renseignements nous sont parvenus qui expliquent la raison de ce traitement. Pierre Conte a été sauvagement maltraité lors de son arrestation. On ne veut pas qu'il puisse le raconter et peut-être en montrer les traces. Il a été arrêté à la suite de notre manifestation interdite de Wagram, très loin des groupes de manifestants. Deux agents recherchaient un homme qui "avait frappé un civil", sans doute un inspecteur. Pierre Conte, qui est atteint de surdité, ne comprit rien à leurs questions. Raison de plus pour croire qu'il est coupable ! On le traîne au commissariat, les menottes aux

mains, en le frappant. Renouvelant des méthodes chères au préfet Chiappe, de sinistre mémoire, les agents le font trébucher en lui passant leur bâton blanc entre les jambes. Puis, après une correction destinée à lui rafraîchir la mémoire, on le confronte avec le fameux civil... qui ne le reconnaît pas. Alors, cette fois, ce sont des méthodes policières évoquant une période toute proche qui entrent en vigueur. Le "civil" passe dans une pièce à côté avec les agents. Quand il revient la mémoire ne lui fait plus défaut, il accuse Pierre Conte de l'avoir frappé. Sur quoi, les flics s'en donnent à nouveau à coeur joie sur le "coupable".

Pierre Conte fut enfin transféré à La Santé. Cela fait trois semaines et, depuis, son affaire traîne. On refuse la mise en liberté provisoire.

Cependant, il s'agit d'un trépané, réformé de guerre, atteint de surdité. Il n'en faudrait pas tant pour faire libérer un ex-agent de Vichy ou de Hitler. Mais Pierre Conte, lui, est un ancien réfractaire du travail, membre des F.F.I. de Pontoise. Bien que n'appartenant à aucun parti, il s'est toujours trouvé prêt à combattre pour la liberté et à se solidariser avec tous les opprimés. C'est un individu dangereux."

... pour la bourgeoisie.

Les travailleurs doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire libérer Conte. Il faut, dans les usines, saisir les ouvriers du cas Conte !

La lutte ouvrière en Belgique

LA GREVE des dockers d'Anvers

Tandis qu'on nous vante la "baisse des prix", certains journaux rappellent l'exemple du ministre belge Van Acker qui avait, lui aussi, décrété la baisse des prix (10%). Mais il est un autre exemple belge sur lequel ils gardent le silence : c'est celui des luttes ouvrières incessantes et acharnées qui se déroulent là-bas.

Grève générale dans la métallurgie de Gand ; grève des Ateliers de la Dyle à Louvain ; grève de septembre des dockers anversois, gagnant les ports de Bruxelles, Gand et Ostende ; grève des "Produits Chimiques de Tessenderloo ; grève, depuis novembre, des constructeurs de navires de l'Escaut ; et du Rupel ; ; la grève de décembre des dockers d'Anvers ; est un chaînon de plus dans la chaîne des combats que les travailleurs belges livrent pour leur existence.

Ils avaient obtenu en septembre dernier la "sécurité d'existence" : soutien de 90 francs pour tout docker qui, se présentant trois fois au local d'embauche, ne pouvait trouver du travail. Mais ce "soutien" misérable lui-même était une charge insupportable au capitaliste, et le ministre du Travail, le "socialiste" Trochet, profita des difficultés rencontrées par de nombreux dockers pour se faire pointer dès 7 heures au bureau d'embauche pour les exclure des allocations.

Les dockers au travail se déclarèrent solidaires de leurs camarades brimés : ils furent débauchés et le patron tenta d'embaucher à leur place des chômeurs. Mais, malgré leur situation critique, ceux-ci se refusèrent à faire les jaunes et le lendemain tout le port était arrêté.

Menaces des patrons et de leurs ministres, intervention de la troupe, manoeuvres et sabotage des bonzes syndicaux ne purent venir à bout de l'obstination des dockers, qui décidèrent de revendiquer une augmentation de 30% équilibrant leurs salaires au niveau de ceux des autres corporations. Ils ont faim et froid, mais tiennent, car ils savent par expérience qu'un recul leur coûterait encore plus cher que mener la bataille jusqu'au bout.

Le ministre communiste Marteaux a suspendu les allocations pour les grévistes, et les caisses du Syndicat – grandes ouvertes lorsqu'il s'agit de bals et d'"oeuvres sociales" – sont fermées pour eux et leurs familles : 40.000 personnes. Mais en face de la coalition de tous les défenseurs du capital et leurs larbins, les dockers tirent leur force de la conscience de la nécessité de leur mouvement et de leur unité dans la lutte.

Est-il admissible que la direction de la F.G.T.B. (la C.G.T. belge) essaye, en refusant tout secours, de les contraindre à capituler ? Est-ce pour cela que les syndiqués payent leur timbre ? Le P.C.I. (parti trotskyste) belge a lancé un appel à tous les travailleurs pour organiser l'aide aux dockers d'Anvers et pour obliger les bureaucrates faillis de la F.G.T.B. à donner aux grévistes l'aide matérielle à laquelle ils ont droit. La lutte continue.

Mise au point, à propos d'une MISE EN GARDE

Nous avons reproduit, dans notre dernier numéro, une "Mise en garde" parue dans *La Vérité* du 20-12-46.

Les lecteurs de notre journal auront remarqué que la rédaction de *La Vérité* falsifie carrément le sous-titre de notre journal, transformant "Union Communiste (trotskyste)" en "Groupe communiste pour la IVème Internationale".

Cette falsification est nécessaire à la rédaction de *La Vérité* pour pouvoir, en parlant de notre groupe, ne pas avouer qu'il s'agit d'une tendance de la IVème Internationale, quoique non affiliée au secrétariat officiel, comme cela existe dans plusieurs pays. Mieux encore, par les mots équivoques "*rien de commun*" (avec la IVème Internationale et avec le P.C.I.), elle laisse tout supposer au lecteur non averti, *y compris que nous pourrions bien être une création de Thorez ou des trusts*, pour semer la confusion, saboter le P.C.I., – "volontairement" – dit le texte de *La Vérité* (sic).

Tous ceux qui ont suivi *La Lutte de Classes* savent que, loin d'avoir essayé de créer "volontairement" la confusion, nous avons au contraire supprimé du nom de notre organisation la parenthèse (IVème Internationale), non pas parce que nous n'y avions pas légalement droit, mais précisément pour enlever au P.C.I. tout prétexte d'éluder les questions politiques derrière des polémiques organisationnelles.

Aux élections du 2 juin, nous avons même signé notre tract appelant au boycott du Parlement-croupion, du simple nom d'Union Communiste, sans aucune parenthèse, pour que le P.C.I. ne puisse pas éventuellement en prendre prétexte pour justifier son échec.

Ce qui est par contre inouï, c'est de voir que la Commission d'enquête que nous avons demandée à ce sujet et sur d'autres, nous soit toujours refusée, tandis que *La Vérité* dénonce le même refus de la part du P.C. comme la pire attitude anti-ouvrière.

En réalité, par de semblables moyens, la direction du P.C.I. essaie de lutter contre la réaction favorable à notre égard de la part de nombreux militants et sympathisants P.C.I. Mais de tels procédés, loin d'être un obstacle à l'échange politique entre militants révolutionnaires, contribueront au contraire à leur expliquer, *mieux que tout autre chose*, pourquoi nous ne pouvons pas travailler dans une même organisation avec leurs auteurs.

Après la baisse de 5% la hausse reste écrasante

IL NE FAUT PAS SE LAISSER LEURRER

Les travailleurs doivent organiser leur action de défense

La première parole de Blum en tant que chef du nouveau Gouvernement, avait été : *Il va falloir faire des sacrifices*. Mais ces sacrifices allaient être partagés équitablement. Car, ajoutait-il, pour demander de grands sacrifices à un peuple, *il faut aussi lui donner de grands espoirs*.

Les sacrifices ne se sont pas fait attendre. Par une nouvelle hausse des prix, ils sont tombés comme une grêle sur les revenus déjà misérables des familles ouvrières. Le nouveau Gouvernement a agi promptement et sur une grande échelle.

Il lui restait à trouver le moyen d'éveiller, en contre-partie, les "grands espoirs", et à démontrer que les charges étaient partagées "équitablement".

Aussitôt les décisions d'augmentation annoncées par son propre ministre et collègue Moch, Blum, à l'instar de ce qu'avait déjà fait le Gouvernement Van Acker en Belgique, annonçait la bonne nouvelle maintenant que les travailleurs ont payé, c'est au tour des patrons ; nous avons obtenu de leur part une première baisse des prix de 5%, une autre baisse de 5% va suivre dans quelques mois. Et sur des consignes reçues, toute la presse *se réjouit, déborde d'optimisme, se félicite et loue le Gouvernement des "espoirs" qu'il nous donne.*

Mais n'est-ce pas se moquer carrément des travailleurs que de leur parler de la "nouvelle politique de baisse" du Gouvernement, quand les mesures qu'il vient de prendre feront monter certaines de leurs dépenses indispensables au double ?

En outre, l'exemple belge n'est-il pas là pour nous rappeler comment l'expérience de "baisse des prix" de 10% (avec un coefficient 200 pour les salaires devant 500 pour les prix) a tourné court : les prix, au lieu de baisser, *ont continué à monter, obligeant les ouvriers à revendiquer à nouveau et constamment une augmentation de leurs salaires.*

Qui est-ce qui obligera les capitalistes à baisser leurs prix ?

Les dirigeants de la C.G.T., qui, *il y a quelques jours encore*, reconnaissaient avoir perdu vainement deux ans à vouloir persuader l'Etat et le patronat de la nécessité d'une politique de baisse des prix, veulent nous faire croire aujourd'hui qu'ils ont brusquement réussi cette persuasion.

Et Blum, qui reconnaît que, jusqu'à présent, toutes les hausses réelles ont *dépassé* les hausses autorisées, que le patronat pratiquait donc *impunément* les prix qu'il jugeait bon, veut nous persuader que sous l'effet d'un "choc psychologique", produit par ses discours, celui-ci agira dorénavant en sens inverse. Blum pense que nous avons eu le temps d'oublier comment il y avait déjà réussi en 1937, après la dévaluation du franc par Vincent Auriol, quand il bernait les ouvriers en faisant semblant de combattre la politique de hausse du grand patronat par des exhortations aux commerçants... qui devaient s'engager à ne pas augmenter les prix !

La tâche que le nouveau Gouvernement avait devant soi, c'était de *"sauver le franc"*, en pratiquant *d'abord des économies et des réductions sur le budget exorbitant de l'Etat.*

Mais le budget de la nouvelle armée est *bien plus élevé* que celui de l'année dernière. Les dépenses militaires, au lieu d'être réduites, ont été considérablement augmentées. Et la seule réduction de certaines subventions s'est immédiatement traduite, comme dans le passé, par des hausses légales massives sur les prix (comme l'augmentation de 20% consentie aux magnats de la sidérurgie).

Où donc sont les économies, et *quelles sont les mesures qui sauveront le franc ? Serait-ce la baisse incontrôlable et illusoire de 5% ?*

Dans la page boursière du journal des 200 familles, Le Monde, on pouvait lire, le 27-12, sous le titre "Marché des valeurs" : "Il est incontestable que depuis plusieurs mois l'activité boursière a été largement favorisée par les nombreuses opérations financières qui ont eu lieu et se sont, dans bien des cas, révélées très intéressantes et rémunératrices pour les actionnaires."

Alors que le gouvernement n'hésite pas à imposer aux masses travailleuses déjà si appauvries de nouvelles charges, il ose annoncer comme une victoire, la promesse d'une réduction des prix de 5%, faite par le grand patronat dont l'activité boursière "très intéressante et rémunératrice" est faite sur la misère du peuple.

Le gouvernement montre ainsi clairement au service de *qui* il gouverne.

Blum est obligé de reconnaître, dans son dernier discours, que *"depuis plus de dix ans, le mouvement de hausse des prix a été continu en France. ...Les gouvernements ne sont guère intervenus que pour enregistrer, pour légaliser en tout ou en partie des hausses déjà acquises"*.

Les nouveaux sacrifices rejetés sur les masses n'ont pas été dictés, pas plus que ceux imposés par les gouvernements précédents, par un quelconque "intérêt national" ; ils ne résoudront aucun des problèmes posés par la situation actuelle du pays et des travailleurs. Ils représentent seulement *un*

pas de plus fait par le grand capital dans sa politique de spoliation des masses laborieuses.

Jusqu'où ira-t-il ? AUSSI LOIN QU'IL LE POURRA.

L'indignation qu'on suscité les nouvelles mesures de hausse prises par le gouvernement ont eu pour résultat le manœuvre de "baisse de 5%" et les "promesses" pour l'avenir. Une indignation platonique ne peut produire que des promesses platoniques. S'ils veulent arrêter la chute de leur niveau de vie et battre en brèche les entreprises de ceux qui les exploitent, LES TRAVAILLEURS NE TROUVERONT PAS D'AUTRE VOIE QUE CELLE DE LEUR PROPRE ACTION DIRECTE.

NOUS MANQUONS DE BRAS

J'ai lu dans les journaux que, même en imposant aux travailleurs une semaine d'au moins 48 heures, le plan Monnet prévoit un déficit de main-d'œuvre d'un million d'ouvriers.

La bourgeoisie entend utiliser au maximum la main-d'œuvre disponible, c'est-à-dire obliger ceux qui travaillent à produire plus en augmentant leur cadence, en allongeant la journée de travail. Elle est aidée en ceci par la C.G.T. qui préconise le salaire au rendement, sous prétexte d'accroître la production.

Or, quelle est déjà la situation de l'ouvrier ? L'ouvrier, du matin au soir, trime pour son patron et la totalité de ses heures de repos sont absorbées par les soucis familiaux. La conséquence de cette condition désastreuse du salarié, c'est que tous ceux qui peuvent trouver un moyen de se soustraire à la production, le font. Cela accroît le nombre de gens déclassés, en marge de la production.

"La France manque de bras". Mais qu'on donne, à ceux qui travaillent, un standard de vie décent et nous retrouverons des bras.

"La France manque de bras". Mais le gouvernement soustrait de la production une grosse partie de la jeunesse pour l'envoyer apprendre un métier militaire. En fait, on se soucie fort peu d'apprendre aux jeunes gens à manier les armes, ce qui s'acquiert d'ailleurs très rapidement dans les milices ouvrières. Ce qui importe, c'est de mobiliser les jeunes gens pour les "briser", pour transformer leur enthousiasme en obéissance servile, en un mot pour les abrutir.

Mais puisqu'on se plaît tant à nous montrer la production comme une bataille qu'il faut gagner, ne pourrait-on pas utiliser l'argent que l'on gaspille pour l'armée à perfectionner l'éducation professionnelle des jeunes gens ? Ce serait encore un moyen de récupérer de la main-d'œuvre.

"Il faut produire pour augmenter notre pouvoir d'achat", disent les représentants de l'ordre bourgeois et leurs valets. Mais pour produire, il faut des producteurs. Or, dans quelle situation se trouvent les ouvriers productifs ? Avec un travail exténuant de 9 h. et 10 h. par jour dans une usine, le plus souvent dans des conditions d'hygiène et de sécurité déplorables, un ouvrier gagne tout juste de quoi acheter le pain, les pommes de terre et les nouilles qu'on donne au ravitaillement. Celui qui a une femme et des enfants, bien souvent est obligé de vendre ses cigarettes et le malheureux litre de vin si rare. C'est fréquent qu'un ouvrier soit obligé d'emprunter de l'argent pour attendre la paye. Blessé ou malade, l'ouvrier est obligé, tant qu'il tient encore debout, de travailler pour ne pas perdre une journée de salaire. Et pour passer leurs quelques heures de repos, une grande partie des ouvriers ne disposent même pas d'un logement convenable. Les jeunes, particulièrement, vivent dans des conditions désastreuses. Ceux qui sont à l'hôtel payent une chambre 1.200 frs. à 1.300 frs. par mois, quelquefois plus. Celui qui vit seul est obligé de faire sa popote car il lui est impossible de prendre des repas au restaurant avec son salaire de famine.

Si "on manque de bras" c'est uniquement à cause des conditions de vie et de travail intolérables que le capitalisme fait à la main-d'œuvre, alors même que le développement de la technique permettrait de réaliser des conditions idéales. Si "on manque de bras" c'est que le capitalisme se soucie bien moins de l'entretien de la main-d'œuvre, qui finit cependant par s'épuiser, que de l'entretien des machines.

CONVERSATION OUVRIERE

Quelques ouvriers discutent sur la nouvelle hausse des prix.

Un ouvrier, dégoûté :

– Devant un tel chaos, il n'y a rien d'autre à faire que d'attendre la baisse des prix. Peut-être elle provoquera le rétablissement économique.

– Tu penses qu'il faut attendre la baisse des prix ? On a le temps de mourir d'ici qu'elle arrive. Il faut pourtant une solution, et le plus vite possible, car tout le monde ne veut pas mourir. Crois-tu que tu vas pouvoir continuer à vivre avec un salaire qui ira en diminuant tous les jours ? Pas plus que Bidault, Blum ne nous apportera aucun soulagement. Lui aussi défend les riches. Ce qu'il faut, c'est les balayer tous par la grève générale. Moi, je ne connais que la méthode de 36. Les manifestations et les défilés, cela n'a rien donné. Regarde le niveau de vie des ouvriers américains, il est au moins trois ou quatre fois plus élevé que le nôtre. Mais ils luttent sans arrêt.

– D'accord, mais les ouvriers américains ont des Syndicats combattifs. Le nôtre, loin de nous organiser, nous tirerait dedans. Et puis, on ne pourra pas tenir le coup, et au bout d'une semaine on rentrera dans la boîte, l'oreille basse.

– C'est en se servant de pareils arguments que la C.G.T. nous maintient dans la position où nous sommes. Toi, tu dis ça parce que tu peux encore manger avec ton salaire. Mais demain, quand tu crèveras de faim avec tes gosses, alors, on verra ce que tu diras et feras. Moi, je m'en tiens à ce que je te disais. Il faut une grève générale dans tous les pays. Quand on descendra dans la rue, on arrivera bien à s'organiser. Sans cela on s'en sortira jamais...

C'EST LE MOMENT OU JAMAIS...

Dans une usine de la région parisienne, un ouvrier s'adressant à un responsable du P.C.F. lui dit :

– Tiens, voilà un copain qui veut rentrer au Parti. Le responsable s'approche de la "nouvelle recrue"

– C'est vrai que tu veux rentrer au Parti ?

– Pas du tout, qu'est-ce qui t'a raconté ça ?

– C'est l'autre, là-bas ; mais pourquoi ne veux-tu pas y rentrer ?

– Parce que ça ne m'intéresse pas.

– Ah ! Tu as tort, car c'est le moment, c'est pas quand le coup dur sera là qu'il faudra y penser, car alors toutes les bonnes places seront prises.

– Voilà à quoi se résume le Communisme pour ce responsable : une bonne petite place.

DIVERSIONS PATRONALES

Un camarade de Nancy nous fait parvenir la mise au point suivante :

Si la confusion est possible parmi les ouvriers qui n'arrivent plus à distinguer quelle est leur véritable organisation ou quelle est celle qui se joue d'eux, c'est que l'action des organisations ouvrières se situant du point de vue des ouvriers n'est pas véritablement ouvrière.

C'est parce qu'en pratique, dans l'action, la plupart du temps, les organisations ouvrières en arrivent à ne plus se distinguer des organisations patronales que les ouvriers n'arrivent plus à faire de différence.

C'est l'activité concrète des organisations ouvrières qui doit les faire se distinguer des autres. Et

aucune mise au point ne pourra suppléer à cette action.

Si les organisations ouvrières avaient une politique de classe intransigeante et sérieuse, il serait impossible aux organisations patronales de tromper des groupes importants d'ouvriers. C'est par l'action seulement et rarement par des mises au point que les véritables organisations ouvrières doivent se distinguer des autres.

La C.G.T. a publié le communiqué suivant qui a été envoyé à divers journaux, personnalités et organisations :

La Confédération Générale des Syndicats de Consommateurs (C.G.S.C.) dont le siège est à Lyon (Rhône), 1, rue du Plâtre, secrétaire général : M. Armand Lièber, et dont la délégation à Paris est assurée notamment par MM. Maurice Leblanc et Roger Maria, 6 bis, rue de l'Abbaye, Paris (6ème), tient à marquer nettement qu'elle n'a rien de commun avec une soi-disant Confédération Générale des Consommateurs qui a été lancée à grand renfort de publicité, à la veille des élections.

Cette "Confédération", sans adhérents actuellement, ne confédère aucune organisation ; elle n'en dispose pas moins de gros moyens financiers qui lui permettent de publier, dans un grand nombre de journaux, à Paris et en province, d'importants placards et dessins, ce qui est sans précédent dans la propagande syndicale et suffisamment révélateur sur les origines douteuses de cette agitation démagogique à laquelle se livrent une poignée de gens irresponsables, mais puissamment soutenus.

La C.G.S.C. combattra partout cette formation anti-syndicale et fait appel aux organisations populaires pour refouler avec elle cette diversion particulièrement dangereuse au moment où la bataille des prix doit être sérieusement intensifiée par une action commune de la C.G.T., la C.F.T.C. et la C.G.A., appuyées par nos Syndicats de consommateurs.

A NOS LECTEURS

Nos charges se sont avérées trop lourdes pour maintenir la parution hebdomadaire. Nous devons donc provisoirement y renoncer. En conséquence notre journal sera bi-mensuel.

La première souscription avait donné 8 230 francs. La suivante était en régression. Certains appuis sur lesquels nous avions compté nous ont fait défaut. Mais, avec l'aide de nos camarades, nous espérons réunir les fonds qui nous permettront de paraître à nouveau toutes les semaines.